

**« 200 MEUR pour la Turquie en 2009 »
Le nouveau Directeur de l'AFD pour la Turquie, Laurent Duriez, détaille ses priorités**

Laurent Duriez, actuel Directeur adjoint de la stratégie à l'Agence française de développement (AFD), en charge du pilotage stratégique, succèdera le mois prochain à Régis Marodon à la direction du bureau de représentation à Istanbul.

A quelques jours de sa prise de fonction, il est en visite cette semaine en Turquie, à Istanbul et Ankara, afin de rencontrer ses futurs interlocuteurs.

1. Selon *The Economist Intelligence Unit Survey*, les investisseurs étrangers n'ont pas changé d'opinion concernant la Turquie après la crise : ils disent qu'ils vont continuer à investir et que la Turquie a un potentiel important à long terme, malgré des risques à court terme. Comment voyez-vous l'économie turque en général ? Et quels sont, selon vous, les risques à court terme ?

D'abord, laissez-moi vous dire à quel point je me réjouis de ma nomination en Turquie, au poste de Directeur de l'agence d'Istanbul pour l'AFD, et combien j'ai hâte de prendre mes fonctions.

Mais j'en reviens à votre question. Mon passage à Washington en tant que conseiller auprès de l'administrateur français de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, m'a donné l'opportunité d'observer les progrès impressionnants accomplis par la Turquie depuis la crise financière de 2001, notamment en termes de maîtrise de l'inflation, d'orthodoxie budgétaire et de régulation du secteur bancaire. La relative résistance de la Turquie - en raison également de l'absence quasi-totale d'exposition aux produits dérivés sur les marchés financiers turcs - face à l'ampleur du séisme bancaire mondial, au regard de ce qui s'est passé aux Etats-Unis ou dans certains pays de l'Union européenne (UE), est à ce titre à souligner.

Mais, comme de nombreuses économies, la Turquie doit traverser une passe difficile et le gouvernement, dans son programme économique pour la période 2009-2011 annoncé le 13 avril dernier, en a pris toute la mesure. L'enjeu sera effectivement de tenter de préserver les investissements directs étrangers (IDE) réalisés en Turquie dont une bonne part provient des pays membres de l'UE, eux-mêmes en forte récession.

A court terme, le contexte de dépréciation graduelle de la monnaie turque peut poser de réelles difficultés aux entreprises exposées en devises. Plus largement, les banques turques, qui ont pour l'instant relativement bien résisté à la crise financière, auront probablement à gérer les effets de la récession économique sur leurs clients et son impact sur leurs encours.

2. Comment la crise économique a influencé le financement des petites et moyennes entreprises (PME) ?

Comme dans beaucoup d'autres pays d'intervention de l'AFD, la conjoncture économique de ces derniers mois a créé une situation difficile pour les PME turques, rendant les banques plus frileuses à leur égard alors même que le besoin de crédits se révèle crucial dans un contexte comme celui-ci.

Mais le financement des PME en Turquie est un défi plus structurel que conjoncturel. Dans un rapport datant de 2004¹, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) faisait déjà état de ce déséquilibre.

¹ OCDE (2004), *Les petites et moyennes entreprises en Turquie : problématique et politiques*, OCDE, Paris.

C'est pourquoi le Groupe AFD a fait du financement des PME l'un des axes majeurs de sa stratégie d'intervention en Turquie, ouvrant ces cinq dernières années plus de 350 MEUR de lignes de crédits concessionnelles et non concessionnelles aux banques partenaires de la place et apportant ainsi des ressources à moyen et long terme aux entreprises pour financer leurs investissements.

Dans le contexte actuel, notre rôle de bailleur -par nature contra-cyclique- joue à plein et notre objectif sera de contribuer aux efforts conjoints du gouvernement, du secteur bancaire et des partenaires au développement de la Turquie pour préserver les progrès réalisés ces dernières années dans le financement du secteur privé.

Nous sommes particulièrement mobilisés aux côtés des très petites entreprises, segment qui pâtit le plus des problèmes d'accès au crédit. L'AFD s'apprête ainsi à signer avec Şekerbank, dès le 9 juillet, une convention de crédit d'un montant de 10 MEUR pour le refinancement des très petites entreprises turques, dans les régions défavorisées de l'Anatolie notamment.

3. Quels sont les mesures que les PME doivent prendre pour survivre?

Je n'ai aucune leçon à donner aux chefs d'entreprise, qui font un métier très difficile exigeant d'eux beaucoup de réactivité.

Mais, en tant qu'agence de développement, l'AFD a bien-sûr à cœur de soutenir les entrepreneurs turcs là où elle peut le faire.

Nous cherchons à animer la réflexion sur des thèmes qui les concernent en premier lieu. Par exemple, l'AFD a organisé cette année avec Dünnya, en collaboration avec Halkbank, une conférence sur le thème des PME dans la mondialisation², qui a remporté, je crois, un certain succès.

Il faut noter que, dans un contexte de resserrement de la demande, l'amélioration de la compétitivité est souvent le point majeur d'attention des PME.

Dans cet esprit, l'AFD s'emploie aussi à promouvoir la thématique, encore nouvelle en Turquie, de l'efficacité énergétique. Réduire sa consommation et sa facture énergétique est aujourd'hui, plus que jamais, une urgence mais aussi une opportunité importante pour les PME, principalement industrielles. En tant que Directeur pour l'AFD en Turquie, je m'attacherai à poursuivre nos efforts de sensibilisation sur ce thème.

4. Quels sont, selon vous, les points faibles et les points forts des PME turques quand on les compare avec celles de l'UE?

D'abord, laissez-moi vous dire que, ayant été plusieurs années en poste à l'étranger notamment en Afrique, j'ai pu observer les grandes difficultés que connaissent là-bas les entrepreneurs confrontés à un climat d'investissements peu incitatif. En comparaison, je ne peux être qu'impressionné par le dynamisme du tissu économique turc et son ouverture à l'initiative privée.

Ceci étant dit, dans les comparaisons internationales avec les pays de l'UE, les PME turques, aux côtés des grands groupes de dimension internationale, sont probablement aussi confrontées à des problèmes de taille critique et d'accès aux marchés. Leur contribution à la production nationale représente sûrement une source de croissance importante. Il nous semble qu'une attention particulière mérite d'être apportée aux plus petites d'entre elles qui sont implantées en dehors des centres urbains et ont peu accès aux marchés internationaux.

Dans le but justement d'accroître leur attractivité sur les marchés extérieurs, l'AFD a mis l'accent, en Turquie, sur l'appropriation par les PME des meilleures pratiques en matière de responsabilité sociale

² Cette conférence, intitulée *Les PME dans la mondialisation – défis et opportunités de développement*, s'est tenue les 9 et 10 avril à Istanbul.

et environnementale des entreprises (RSE). L'AFD a ainsi encouragé, chez des banques partenaires telles que TEB ou Halkbank, le développement de programmes d'assistance technique en faveur de la formation et de la sensibilisation des PME locales sur le thème de la RSE.

Dans un contexte de forte concurrence, la RSE est devenu un facteur crucial de compétitivité, au-delà même du simple effet d'image. Elle permet, par exemple, de minimiser l'utilisation des ressources naturelles, œuvrant ainsi pour l'optimisation du processus de production. Elle répond à une demande croissante des consommateurs mais, également, du gouvernement, attentif à l'adoption de l'acquis communautaire.

5. Quelle sera la priorité de L'AFD concernant ses projets en Turquie pour la période 2009-2010?

Dans les mois à venir, le groupe AFD va continuer à articuler son action autour des grands objectifs qui l'ont guidée jusqu'à présent et qui s'inscrivent dans la volonté de gouvernement français de renforcer son partenariat économique avec la Turquie.

Très rapidement, probablement dès la rentrée, nous allons accentuer notre engagement en faveur de la limitation des émissions de gaz à effet de serre, en attribuant plusieurs lignes de crédit, d'un montant global de 150 MEUR, pour le refinancement d'investissements dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la dépollution industrielle.

Nous prévoyons aussi, par la suite, de financer directement, en partage de risques avec des banques locales, des projets d'énergies renouvelables, par exemple éoliens.

L'appui aux projets d'investissement des municipalités restera aussi au centre de la stratégie du Groupe AFD en Turquie. Nous espérons, dès cette année et en 2010, apporter notre concours financier à des projets d'aménagement urbain (transports), de logement social et d'assainissement.

Au total, pour l'année 2009, le groupe AFD prévoit d'engager 200 MEUR en Turquie. Et je souhaite poursuivre sur cette dynamique en 2010.

En conclusion, laissez moi rendre un hommage appuyé à M. Régis Marodon, initiateur de l'implantation – il ya maintenant 5 ans – de l'AFD en Turquie et du développement remarquable de son activité. J'aurai un grand plaisir à poursuivre et enrichir les relations nouées avec l'ensemble de nos partenaires turcs que j'espère avoir l'opportunité de rencontrer très rapidement.

(7 700 signes)